

Entretien avec M. Jean Lambert

Date : 30 septembre 2013

Lieu : Québec

Intervieweurs : Jean Labrecque et Michel P.Trudeau

Afin de faciliter la lecture du verbatim de cette entrevue, des sous-titres ont été ajoutés au texte. Ils permettent de repérer les différents sujets abordés au cours des entretiens.

- La firme *Garneau, Boulanger*
- La maison *J.C. Boulet*
- *Placements Kénebec*
- Deux documents intéressants pour retracer des noms de firmes
- J.T. Gendron une firme de renom transformée en firme de promotion
- La firme *Gingras, Reid, Gaudreau*
- La compagnie de Clément, Guimont
- La compagnie Jacques Légaré & Cie et la firme *J.E. Laflamme*
- Le financement des communautés religieuses par *Hamel, Fugères* et *Lagueux, Desrochers*
- L'investissement du financier Paul Desrochers dans la Brasserie O'Malley
- Le personnel des maisons spécialisées dans les *stocks* versus celui des firmes d'obligations
- Les sous-agents
- Le commerce des bons
- Les firmes de courtage et les communautés religieuses
- Deux villes comme centres de financement religieux
- Le rôle des notaires
- L'acquisition de L'Industrielle par *Lévesque, Beaubien*
- Les contrats pour l'impression des titres du municipal répartis entre les imprimeurs
- La pratique des achats de titres à Québec par *Gairdner & Co* et *Gingras, Reid, Gaudreau*
- Le déclin de *Hamel, Fugères* et de *Lagueux, Desrochers*
- Le cas des firmes *L.G. Beaubien* et *René T. Leclerc*
- Les liens de la firme *Carrière* avec les communautés religieuses

JLMBT *Qu'est-ce que vous attendez de moi? Qu'est-ce que vous recherchez au juste?*

JL Dans le *Marcotte*, on a une idée approximative des firmes de courtage existantes durant la période qui nous intéresse ainsi que de l'année où elles ont commencé leurs activités et du moment où elles ont fini d'exister. On constate aussi que pour avoir son nom dans la liste des Courtiers Stocks & Bonds ou Brokers- Stocks & Bonds (selon la traduction), il fallait payer. On s'est donc rendu compte que certains courtiers n'ont pas trouvé nécessaire, pendant un bout de temps, de dépenser de l'argent pour y inscrire leurs noms. Pendant la guerre notamment, cela ne servait à rien de payer parce que les courtiers se retrouvaient de toute façon avec juste des obligations de la Victoire à vendre ou à peu près. De sorte que les gars ne déboursaient pas [pour être sur cette liste]. Boulet, entre autres, a agi de la sorte. Sachant cela, il fallait dans un premier temps essayer d'obtenir une autre liste plus complète des firmes de cette époque. Ce que nous avons fait. Dans un deuxième temps, il nous paraît essentiel de comprendre comment ces firmes ont dû mettre fin à leurs activités. Comment ces firmes ont commencé, nous pouvons te le montrer par l'intermédiaire de *Biographies canadiennes-françaises*. Dans le cas de J.T. Gendron, nous savons que c'est le colonel Gendron [qui a démarré cette compagnie], mais nous aimerions vérifier comment la firme a mis fin à ses activités, si elle a été achetée par une firme de Toronto du nom de *Osler, Wills, Bickle Limited*. Nous aimerions que tu passes la liste en revue et que tu nous dises comment ça s'est terminé, pour *Garneau, Boulanger*, par exemple.

La firme *Garneau, Boulanger*

JLMBT Je crois que cette compagnie a fermé de sa belle mort. Elle a d'abord changé de mains à la suite de son acquisition par deux individus du nom de Brault et Doré. Puis la firme a été vendue à un bonhomme de Vallée-Jonction dont j'ai oublié le nom. A un moment donné, il a connu de mauvaises affaires et la compagnie a fermé.

La compagnie des frères Boulet

JLMBT Oscar Dubé,... Ça c'est Albert Boulet qui était propriétaire de cette firme et qui était en même temps propriétaire de *La Solidarité*, une compagnie d'assurances. Il s'est associé à son frère, le Père Boulet qui a défroqué et qui est devenu Recteur de l'Université du Québec. C'est une famille de comptables agréés. Cette compagnie a également fermé. Volontairement.

Placements Kénebec

JLMBT *Placements Kénebec* : cette firme a été éphémère. Marcel Coulombe, qui était chez *Oscar Dubé*, a démarré cette firme avec un représentant qui était [lui aussi] chez *Oscar Dubé* et dont je ne me souviens pas du nom.

JL À peu près vers quelle année?

JLMBT La firme *Kénebec* a dû être créée au début des années soixante. Soixante-trois, soixante-quatre, soixante-cinq. Quelque chose comme ça.

JL Alors Coulombe était chez *Dubé*. Il a parti *Kénebec* puis après ça, il est allé chez *Grenier*?

JLMBT Non, avant ça, il est allé chez *Jacques Légaré & Cie Limitée* . Et cela a fermé ça aussi.

Deux documents intéressants pour retracer des noms de firmes

JL Est-ce que je t'ai déjà montré ce document?

JLMBT Non. C'est la première fois que je le vois.

JL C'est un journal sous forme de blague qui remonte à 1938. C'est un document que Tassé a fait réimprimer en 1977 pour le cinquantième anniversaire du *Bond Traders*. Et à l'arrière, tu as toutes les firmes qui étaient membres du *Bond Traders* à l'époque. C'est la première trace de *J.C. Boulet* que j'ai obtenue.

JLMBT En quelle année?

JL En septembre '38. À ce moment-là, *J.C. Boulet* faisait du *stock*.

Mais voici un autre article du document qui va peut-être t'amuser. On y mentionne par exemple un courtier du nom de *Dubé, Leblond*... Les gars faisaient parfois des blagues en faisant des annonces. Il y a également dans ce document un dénommé Forties. Ça ne nous disait rien, mais il s'agit probablement de Fortier qui fut un gars important à Montréal. La

firme s'appelait *Fortier, Beauvais*. Ce document nous permet de retrouver une série de noms de firmes.

Il y est aussi mentionné qu'A.E. Ames commence dans le secteur obligataire en '38. Ce qui nous donne des pistes. On y a également retrouvé la trace de *Boulet*. Après ça, on est allé fouiller à *la Bourse*.

JLMBT Ça s'est vendu, si je me souviens bien, à *Pitfield, Mackay*.

JL Ça coïncide. As-tu vu la note de Claude Lafortune sur les transferts de sièges en Bourse? Alors, parlons de Jacques Boulet. Le siège de Jacques à la Bourse a été transféré au 500 Grande Allée.

JLMBT C'est *Pitfield, Mackay* qui était là. Et c'est Marcel Harbour qui en était le directeur

J.T. Gendron transformée en boîte de promotion

JLMBT En ce qui concerne *J.T. Gendron*, vous avez...

JL Dans le cas de *Gendron*, il y a eu de la chicane à un moment donné, semble-t-il.

JLMBT La période que j'ai connue est celle du colonel Jean Gendron. Ça remonte à '57. C'est lui qui menait le show jusqu'autour des années '63/'64. Son fils Claude est rentré dans la boîte avec un groupe de jeunes diplômés de Laval, une *gang* de jeunes loups. Ils ont transformé cette boîte-là, qui était une boîte reconnue dans le *stock*, mais ne faisait pas de promotion. Ils sont arrivés à monter une boîte de promotion de *stock*.

JL Mais de la promotion minière, ou n'importe quel type de promotion?

JLMBT Peu importe, en autant qu'ils pouvaient faire de l'argent.

JL Vite?

JLMBT Vite. Pendant un certain temps, cela a fonctionné comme ça avec Claude Gendron. Il a ouvert un bureau à Montréal, avec un Juif. Si ma mémoire est bonne, un nommé Kirk, mais je dois mettre des points d'interrogation, parce que pour moi, ce n'est pas assez [précis dans ma mémoire]. Ensuite, ça prend une tangente avec du *stock* américain. Et puis, ils sont vendus et là je ne me souviens pas s'ils ont gardé le nom ou pas.

JL Et M. Dunn?

JLMBT Oui, effectivement. Il était là avec monsieur Gendron. C'était une bonne boîte.

JL C'était *Osler, Bickle* ou quelque chose comme ça.

JLMBT *Osler*? Oui, je me souviens de ce nom-là.

Il y avait trois noms. *Osler* et deux autres. [*Osler, Wills, Bickle*- NDLR]

JL La maison ontarienne a gardé son nom en Ontario et puis au Québec ils l'ont appelé *Osler, Gendron* et quelque chose d'autre. Après ça, cela a changé [d'appellation]. On a des articles du journal *Finances* là-dessus.

JLMBT OK. Parce que le dénommé Kirk avait des relations à Toronto à ce moment-là. Et puis, là... Je ne me souviens plus].

JL Comme je te dis, pour nous ce qui est important, c'est que tu nous donnes des pistes.

La firme *Gingras, Reid, Gaudreau*

JLMBT *Gingras, Reid, Gaudreau* ça s'est fusionné...

JL Ça c'est facile, j'avais la réponse. Tassé en '71. Tassé a acheté *Société de Placements Inc*, puis le mois d'après ou deux mois après, il a acheté *Gingras, Reid*. Il a d'ailleurs dit : « Tout ce que j'ai eu à faire c'est de prendre le même contrat puis changer de nom. ».

La compagnie *Clément, Guimont Inc.*

JLMBT *Clément, Guimont*, c'est le père de Jacques Clément (Banque du Canada) et [cette firme] est morte de sa belle mort.

JL On a une entrevue de Jacques, mais il n'a jamais parlé de Clément. À peu près jamais. Il a juste dit que c'était son père.

JLMBT Je ne sais pas pour quelle raison, mais tu as bien connu Jacques. Il est un peu spécial. Quand il était à la Banque du Canada, c'était *the Big Guy*, puis à Montréal...

JL Tout le monde voulait luncher ou sortir avec lui.

JLMBT Oui. Tout à fait. Moi, j'ai toujours eu l'impression que c'était comme une flèche à son CV, *Clément, Guimont*.

JL Là, de mémoire, je pense que René Jarry a dit qu'ils avaient entrepris de faire des obligations corporatives.

JLMBT Oui, ils l'ont fait.

JL ... et qu'à un moment donné, ils se sont étouffés avec une émission. Ça ne te sonne pas de cloche ça?

JLMBT Non, Ça c'est nous autres ça : *Lagueux, Desrochers*.

JL C'est vous autres ça. OK.

JLMBT Mais eux, ils ont fait beaucoup d'émissions corporatives. Par exemple, les Industries de la Rive-Sud, *South Shores Industries*, les Pompiers Thibault, etc. Peut-être qu'il y a une ou deux de ces émissions qui ont foiré et que cela a miné l'entreprise... C'est parce que mon commentaire visant Jacques s'explique par le fait qu'il ne voulait pas se référer à ça, parce qu'il n'était pas fier de ça en tout cas.

JL Comme je te dis dans l'entrevue en 2003, il n'en a à peu près pas parlé, il a juste dit que c'était son père et c'est tout.

JLMBT Voilà pour *Clément, Guimont*.

JL As-tu une idée de quand ça a fermé?

JLMBT Dans les années soixante.

JL OK. L'idée c'est que tu donnes la date à peu près. Ce qu'on fait [par la suite], c'est de vérifier au registre des compagnies où il est mentionné comment la compagnie a pris fin.

La compagnie Jacques Légaré & Cie Limitée et la firme J.E. Laflamme

JLMBT Jacques Légaré, tu dois connaître... René a dû te le dire?

JL Ce que j'ai su, c'est qu'ils ont fermé l'année après leur départ en 1967.

JLMBT Quand Jean-Paul Massé a acheté *Grenier, Ruel*.

JL Alors Jean-Paul Massé était là aussi?

JLMBT Oui.

JL Et comment s'appelle le gars qui était gérant à Montréal?

JLMBT Avec René Jarry? Il s'est tué dans un accident d'hydravion, Robert Letellier. *J.E. Laflamme*, ça a été acheté.

JL Et *Légaré*, ça a fini comment?

JLMBT Ça a fermé. Jacques Légagé a été pris dans des situations conflictuelles et même des difficultés financières. Ce fut toute une saga.

J.E. Laflamme Limitée et la *Corporation de Prêts*, ça a été racheté par *Lévesque, Beaubien*.

Le financement des communautés religieuses par *Hamel, Fugères et Lagueux, Desrochers*

JLMBT *Hamel, Fugères*, ils l'ont tout simplement fermé. Ils ont fait beaucoup d'argent, *Hamel, Fugères*. Leur comptable dont je ne me souviens plus du nom était le père adoptif de Pierre Delisle. En tout cas, ça a fermé. À Québec, il y avait *Hamel, Fugères* et *Lagueux, Desrochers* qui faisaient les financements religieux : hôpitaux, communautés religieuses.

JL *Hamel, Fugères* et?

JLMBT Et *Lagueux, Desrochers*.

MT Ça, c'est intéressant, ça.

JL Sais-tu pourquoi, il dit que c'est intéressant? Parce qu'on a l'impression qu'il y a eu beaucoup plus d'activités à Québec qu'on ne le pensait, avec les emprunts religieux, parce qu'à ce moment-là ils finançaient les couvents, ils finançaient les hôpitaux.

JLMBT Les hôpitaux, les communautés religieuses, les églises et fabriques.

MT Les fabriques aussi.

JLMBT Moi j'ai été élevé là-dedans.

JL Chez...?

JLMBT Chez *Lagueux, Desrochers*.

JL Toi tu as commencé chez Lagueux. En quelle année?

JLMBT En '57. Le 19 novembre '57.

En ce qui concerne *Barry, McManamy*.

JL *McManamy* : acheté par *3 Mac (MacDougall, MacDougall & MacTier Inc.)* ça on l'a.

JLMBT C'est ça, c'est *3 Mac*, exactement.

L'investissement du financier Paul Desrochers dans la Brasserie O'Malley

JLMBT *Lagueux, Desrochers*, malheureusement ça a fermé en 71/72, en raison de difficultés financières, à la suite d'un financement de la Brasserie O'Malley.

JL Tu m'avais dit que tu avais des liens de famille aussi?

JLMBT Oui, Lagueux était le cousin par alliance de ma mère.

JL Alors, le religieux était fini à ce moment-là (1971/72).

JLMBT Oui, la transformation avait commencé à se faire, par exemple au niveau des hôpitaux; c'était les subventions gouvernementales qui rentraient.

Paul Desrochers avait dans sa famille deux bonshommes, entre autres, qui avaient beaucoup d'influence. L'un d'eux, qui était son cousin propre du côté Desrochers, était évêque de Sainte-Anne-de-La-Pocatière. Le deuxième, son cousin propre également, mais du côté de sa femme, était le Cardinal Roy de Québec.

JL Ça lui faisait une belle carte de visite.

JLMBT Et il s'en servait de cette carte de visite. Un jour, un monsieur O'Malley débarque au bureau. Comment Paul Desrochers l'avait connu, ça je ne m'en souviens pas. [Sans doute parce qu'] Il était sur un certain nombre de conseils d'administration dont celui de la Champlain Oil qui était évidemment dans le pétrole, mais pas dans l'exploration, mais dans la distribution. Donc, un beau jour, je vois arriver au bureau ce O'Malley, qui était un brasseur émérite ayant travaillé pour des grandes sociétés. Des compagnies américaines, dans le style de *Budweiser*

ou quelque chose comme ça. Il travaillait dans le Sud américain, peut-être à Dallas. Il était le brasseur numéro 1 de la brasserie de cet endroit. Monsieur O'Malley avait décidé qu'il avait une recette pour faire de la bière en continu et il a vendu sa salade à Paul Desrochers. Paul Desrochers a sauté sur l'occasion comme un saumon sur une mouche sèche. Il a fait un financement d'un million et demi \$.

Moi qui ne connais pas grand-chose à ce moment-là, je me souviens avoir émis un commentaire à Monsieur Desrochers que je considérais comme mon deuxième père :
« Monsieur Desrochers, vous avez développé une clientèle sous l'aspect de sécurité du capital en tout temps. Là, vous vous en allez dans un domaine qui me semble à tout le moins un peu risqué. ». C'est resté lettre morte. C'était son argent et il avait le droit d'en faire ce qu'il voulait. Il a décidé de faire un financement actions et débentures pour la Brasserie O'Malley. On n'avait pas de réseau de distribution; le gros de cela s'est vendu sur le fait d'une brasserie à Québec. De la publicité gratuite se faisait dans les journaux. Sur le million et demi, il a dû en vendre à peu près pour $\frac{3}{4}$ de million de cette manière-là. On organisait des sorties et on invitait du monde sur le boulevard Charest Ouest (présentement entrepôt de Alex Coulombe Ltée). On faisait de la dégustation de bière. On en a mis sur les tablettes et les gens en achetaient dans les épiceries, mais quand tu débouchais la bouteille, une réaction chimique se produisait instantanément. C'est comme si elle se transformait en mélasse. L'odeur qui se dégageait de la bouteille avait une similitude avec la mélasse et le goût était comme tel. L'affaire a piqué du nez. Les épiceries rappelaient pour qu'on revienne chercher la bière.

JL Là tu étais chez *Lagueux*?

JLMBT J'étais chez Lagueux. J'étais le comptable en plus. Monsieur Desrochers est resté collé avec à peu-près $\frac{3}{4}$ de million. Ça s'est produit en '66/'67. Il a survécu grâce à Jean-Louis Lévesque qui lui a prêté 250 000 \$. Moi j'ai quitté en février '67. Il m'a demandé de pouvoir continuer à faire ses états financiers. Je lui ai répondu que j'étais en conflit d'intérêts, mais je lui ai proposé de venir faire ses fins de mois. J'ai fait ça pendant facilement deux ans. Ça a été difficile de voir ce grand monsieur avec du panache vieillir avec cette tare au pied.

De plus, il a malheureusement été obligé de dénoncer pour fraude son fils Pierre, un fainéant qui avait commencé dans l'entreprise quelques années auparavant.

JL Ce fut effectivement deux mauvais coups.

On est capable d'avoir une bonne idée de son capital en '70 et il n'y a pas plus qu'une couple de 100 000 \$ [dans ses états financiers].

JLMBT À cause d'une débenture de 250 000 \$ de Lévesque.

JL C'est la seule façon d'expliquer le fait qu'il lui restait du capital.

JLMBT Il n'avait pas de capital, c'était zéro, une piastre.

JL Dans les chiffres que lui-même avait donnés en '70, il y avait une couple de 100 000 \$.

JLMBT C'était une débenture subrogée qui équivalait à du capital. C'est pour cela que c'était considéré comme du capital, mais en termes de vrai capital action, il y avait zéro. Plus de profits accumulés ou de réserves.

JL *Grenier, Ruel*, on a une bonne idée.

Boisvert?

JLMBT Ça a fermé.

JL À peu près en quelle année?

JLMBT Ça a dû fermer au début des années soixante-dix.

Le personnel des maisons spécialisées dans les *stocks* versus celui des firmes d'obligations

JL Si tu me permets, je vais faire un aparté vu que tu mentionnais que tu allais fermer les livres de Monsieur Desrochers à la fin du mois. Quand on regarde le type de *business* et les différentes maisons sur le plan *stocks* et obligations, on constate que les gars de *stock* ont plus de « personnel autre »; dans les statistiques, les employés sont divisés entre vendeurs et « autres ». Quand c'est une firme d'obligations, l'impression que ça laisse – et je ne suis même pas certain qu'ils comptent les associés ou pas – c'est qu'il y a plus de vendeurs. Dans le cas de *Légaré*, il y avait Légaré comme associé et 4 à 5 vendeurs, mais il pouvait y avoir juste deux personnes en comptabilité puis une secrétaire, etc. Tandis que lorsque la firme faisait du *stock*, on a l'impression que c'est le contraire qui se produit. Il y a dix vendeurs et vingt-cinq personnes dans « autres employés ».

JLMBT Effectivement, il y a toute la mécanique à côté de cela. Souviens-toi qu'à cette époque, il y avait les *tickers*. Juste pour alimenter les *tickers* ou écrire à la craie sur les tableaux les côtes notamment, ça demandait du monde.

JL Au niveau du balancement des livres aussi.

JLMBT Tu as tout le phénomène du *trading*. Il y en a qui n'avait pas de siège sur la bourse et qui devait passer par un *Jitney*.

JL Si je comprends bien, pour les gars d'obligations, le fait qu'une grosse partie du commerce était physique, cela prenait un mois entre soumissionner, acheter, envoyer les obligations chez l'imprimeur Deschamps et les recevoir. Les gars avaient le temps de vendre et n'avaient pas de problème à balancer leurs livres.

Les sous-agents

JLMBT Pas seulement ça. Il y avait des sous-agents. Nous devions avoir une dizaine de sous-agents. Qu'est-ce qu'on appelle un sous-agent? C'est un secrétaire de municipalité, un gérant de banque, un notaire, etc. Tu le rémunérais en lui donnant une commission sur les transactions qu'il te faisait faire ; mais tu ne l'avais pas comme employé. Il était néanmoins drôlement présent dans la machine.

JL Il sortait du volume. À l'époque, la compensation sur les *stocks* se faisait tous les jours. De sorte que si tu n'arrivais pas à balancer, tu n'ouvrais pas le lendemain matin. Et si tu n'ouvrais pas le lendemain matin, tu étais suspendu et ça finissait là. Il fallait donc avoir du monde pour balancer.

JLMBT Absolument. Au début, chez nous, dans le cas des obligations, il n'y avait pas un seul courtier qui vendait des obligations de quelque chose qu'il allait avoir dans un mois ou deux. Il vendait les produits qu'il avait achetés deux ou trois semaines auparavant. Il en prenait livraison et là il les vendait parce qu'il avait quelque chose de physique à proposer.

JL Les gars avaient aussi du *cash* sous les matelas.

JLMBT Ça c'est une caractéristique de l'époque.

JL Donc c'est normal qu'il y ait plus d'employés de bureau chez les gars de *stock*...

JLMBT Absolument. Chez *Lagueux, Desrochers*, à plein temps comme employés, il y avait Paul Desrochers, il y avait Raymond Dubé, deux vendeurs, deux/trois secrétaires et moi. Les autres, c'était des sous-agents. On avait autant de secrétaires pour peu de monde, parce qu'à cette époque-là, les actes de fiducie, par exemple, se faisaient au *typewriter* qui n'était pas encore électrique et avec des copies oignons. Et si tu faisais une erreur, il fallait que tu recommences la page. Tu ne pouvais pas effacer.

JL Tu avais deux/trois vendeurs, quatre/cinq employés de bureau... et puis des sous-agents. Toi, étais-tu considéré comme vendeur?

JLMBT Moi, à l'époque, j'étais considéré comme comptable. C'est quelques années plus tard que j'ai pris ma licence et je me suis mis à faire de la vente pour améliorer mon sort financier. J'ai appris où l'argent se faisait.

JL Quand tu dis que tu avais des sous-agents, il devait y en avoir dix à vingt au moins?

JLMBT Oui. Les Caisses populaires à l'époque nous référaient de la *business*. Ce qui fait que tu entretenais les gérants. Tu allais *luncher* avec eux. Les Caisses n'avaient pas leur système à elles pour offrir ça à leur clientèle. Juste avec les Caisses, tu avais une belle source de références.

JL Sans compter la capacité d'encaisser des coupons sans trop de problèmes.

JLMBT Ça, je... J'ai entendu parler de ça.

Le commerce des bons

JL Tu n'as jamais vu ça? Mais quand Jarry a parlé de ça, Trudeau a failli tomber de sa chaise. Il disait « Attends une seconde, répète ça. ». À un moment donné, René s'est lâché et a commencé à raconter que les commissions étaient fixes à 2 %. Michel n'en revenait pas.

MT Les communautés religieuses blanchissaient des fonds.

JLMBT Il y avait pour certains, un commerce lucratif à faire encaisser ces coupons-là. Très lucratif. Il [le vendeur] était dans le champ, ramassait les coupons et disait au gars « ça va te coûter 10 % ». Il venait sous-traiter ça à Québec avec quelques bonshommes. À peu près toutes les

firmer en avaient un à l'intérieur, qui lui, avait ses entrées au niveau bancaire pour être capable de les encaisser.

JL Ou au niveau religieux.

JLMBT Ça, c'était les plus catholiques. À l'époque, ils faisaient des dons. Ils étaient bien vus par les autorités. Les communautés n'étaient pas taxées et elles déclaraient les coupons à leur banque. Ils n'avaient pas besoin d'en prouver la provenance.

JL Il n'y en a pas d'autres firmes à Québec dont tu as entendu parler? Savais-tu qu'Oscar Dubé était trésorier de la Corporation des obligations municipales en 1920/1923?

JLMBT Non. Moi, je n'ai pas été élevé sur le plan familial dans ce monde-là. Mon père était banquier de carrière à la Royale et est décédé quand j'avais 18 ans. Quand tu me parles de ces choses-là, je n'étais pas alerté à cela. Je me souviens que lorsque j'ai commencé à la Banque de Montréal, à la succursale où j'étais, il y avait quelqu'un qui ne me revenait pas. Je ne l'ai pas enduré plus longtemps et j'ai donné ma démission. À cette époque, tu trouvais dix *jobs* dans la même semaine. Il y avait de l'ouvrage, c'était extraordinaire.

Les firmes de courtage et les communautés religieuses

JL Tu as dit que les deux principales firmes qui faisaient du religieux à Québec étaient *Lagueux* et *Hamel, Fugères*. Jean-Louis Lévesque en faisait sûrement aussi.

JLMBT Oui, mais dans son cas, ça partait de Montréal; Il y avait aussi *René T. Leclerc*, c'étaient de gros distributeurs. C'est comme s'ils s'étaient divisé la province en deux. Ici à Québec, c'était *Lagueux, Desrochers* avec *Hamel, Fugères*. Quand les émissions étaient trop grosses, ils formaient un syndicat, puis ils incluaient *Leclerc* et *Lévesque* et *vice versa*. Ensuite est arrivée l'ère des hôpitaux subventionnés et puis des cégeps et des universités. Nous, nous n'avons à peu près pas soumissionné au municipal chez *Lagueux, Desrochers*, ni chez *Hamel, Fugères* non plus. On laissait ça à *Oscar Dubé*, à *Corporation de Prêt, J.E. Laflamme*, à tout ce beau monde. Eux autres, ils soumissionnaient.

JL Quand tu avais besoin de municipal tu allais leur acheter et tu réglais ça là.

JLMBT Oui.

- JL Si Desrochers était branché sur le Cardinal Roy et compagnie, ça pourrait être...?
- JLMBT Les communautés religieuses, il y en a deux qui me viennent à l'esprit rapidement : les Sœurs de la Charité et les Sœurs de Saint-Paul-de-Chartes. On devait détenir dans nos livres, des avoirs de ces deux communautés, pour la valeur d'à peu près $\frac{3}{4}$ de million en dépôt chez nous.
- JL Pour un capital de 250 000 \$.
- JLMBT Puis on avait, entre autres, un dépôt du Séminaire de Saint-Georges. Il y en avait d'autres communautés, mais je me souviens principalement de ces deux principales-là ainsi que du Séminaire de Saint-Georges.
- JL Quelqu'un nous a appris que même aujourd'hui, il y a deux courtiers seulement qui sont autorisés à transiger pour les communautés religieuses au Québec. C'est quelqu'un qui fouille dans l'histoire religieuse. Il y a une communauté d'hommes qui lui aurait dit « Ne cherche pas, il y a juste deux courtiers ». Je suppose que Lévesque en est un.
- JLMBT Il y a effectivement des chasses gardées. Chez nous, il y en avait un autre que j'ai oublié de te mentionner, c'est La Mutuelle des fabriques.
- JL Oui ça c'est un gros client.
- Ce qu'on veut faire, c'est aller à l'archevêché pour voir comment les églises qui ont été construites à cette époque ont été financées. Ce qu'on s'est fait dire c'est que, un, ce ne sera pas facile.
- JLMBT Aujourd'hui surtout, dans le contexte actuel.
- JL Et deux, la personne qui fouille dans l'histoire religieuse, a été informée qu'une grosse partie de l'argent nécessaire à la construction d'un couvent par exemple ou d'un hôpital pouvait provenir des communautés religieuses qui se prêtaient de l'argent entre elles. Si tu dis qu'une communauté avait un $\frac{3}{4}$ de million à un moment donné, vous aviez peut-être une somme de 100 000 \$ qui se déplaçait en vue d'un prêt à quelqu'un d'autre.
- JLMBT Ça, on ne savait pas à qui elles prêtaient. On faisait un chèque aux Sœurs de Saint-Paul-de-Chartes par exemple ou à une autre communauté. Et si elles le prêtaient à quelqu'un d'autre... [difficile de le savoir.]

JL Mais tu savais que ça pouvait sortir en gros morceaux de temps en temps.

JLMBT Oui, oui. Ça se produisait. J'en ai fait de tels chèques.

JL Il semble que cela se passait effectivement comme ça; si à un moment donné, telle communauté avait besoin d'agrandir son couvent pour une couple de 100 000 \$, elle empruntait à une autre.

JLMBT Oui.

JL Si on va à l'archevêché et qu'on sort les dates de fondation de paroisses, dans les années '50 ou dans les années '40, on devrait constater que peu d'églises ont été construites pendant la guerre.

JLMBT Je présume que tu as raison.

JL Ce qu'on aimerait faire c'est aller chercher la liste des dates de fondation de paroisses à la fin des années '40, début '50, et d'essayer de retrouver comment elles se sont financées.

JLMBT Par la voie des fabriques. Comme je t'ai dit, la Mutuelle des fabriques assurait contre le feu et ces choses-là, mais c'était *plogué* directement sur l'archevêché.

MT Pour accéder éventuellement à des archives de la Mutuelle des fabriques il faudrait passer par l'archevêché?

JLMBT Aujourd'hui, je ne suis plus dans le milieu, mais ça existe encore la Mutuelle des fabriques. C'est certain et c'est eux qui assuraient contre le feu, les églises et les presbytères.

JL La Mutuelle des fabriques assurait les églises, mais en général pour l'assurance responsabilité, elles devaient placer ses actifs à court terme.

JLMBT Oui. C'est là où on les avait comme clients.

JL Tu leur vendais du municipal à échéances de un à trois ans?

JLMBT Jamais de municipal, des bons de communautés. À l'époque, l'aspect religieux était tellement fort vis-à-vis de la clientèle de détail qu'elle aimait mieux acheter des Sœurs-de-la-Charité, avec un coupon de 3.5 % qu'un gouvernement du Canada 4^{1/4}, ou un titre de la Ville de Québec même avec un coupon de 1/2 % plus élevé.

JL Et pour *Fugères*, c'est la même chose que ce que tu as connu? Et les deux maisons marchaient ensemble?

JLMBT Oui.

MT Elles marchaient ensemble dans quel sens?

JLMBT On faisait des financements à deux : moi, j'ai une entrée ici et toi une là, on va se les échanger.

MT Puis les autres firmes de courtage de la région?

JLMBT Ils en voulaient aussi et venaient cogner à notre porte.

MT Donc, c'est essentiellement parce que vous aviez la confiance des communautés religieuses qu'elles centraient leurs placements dans ces deux maisons-là.

JLMBT Et aussi parce qu'on avait de bonnes références.

JL La carte d'entrée de Monseigneur Roy, ça ne pouvait pas être mauvais comme ouverture de porte.

MT C'est un garant qui est intéressant effectivement.

JLMBT Et quand '60 est arrivé, le beau-frère de Paul Desrochers était Jean Lesage, le premier ministre du Québec.

MT Ça aide également. Les autres firmes de courtage, elles, n'avaient pas le gros morceau dans le religieux, mais elles l'avaient dans le municipal?

JLMBT Elles l'avaient dans le municipal et le scolaire.

JL On va parler d'abord de Desrochers.

JLMBT Ce n'est pas le Paul Desrochers que tu as connu, celui du *trust*, ce n'est pas le même. C'est un homonyme. Ce n'est pas le gars qui s'est suicidé à Hawkesbury.

JL On ne parle pas du même. C'était son beau-frère.

JLMBT Corinne Lagarde, la femme de Jean Lesage, était la demi-sœur de Paul Desrochers.

JL Ça aussi ce n'est pas une mauvaise carte d'affaires.

Deux villes comme centres de financement religieux

L'impression que ça laisse c'est qu'il y avait deux centres de financement religieux, Montréal avec Roland Giroux chez *L.G. Beaubien* dans le temps et puis *René T. Leclerc* qui faisaient le gros du commerce dans Montréal et la région. À Québec, c'était *Lagueux* et puis *Hamel*.
L'impression que ça laisse c'est que vous ne faisiez pas juste Québec. Vous faisiez tout l'Est-du-Québec?

JLMBT On faisait le Bas-du-Fleuve et le Saguenay.

JL Donc, Québec était vraiment le centre de financement de tout ce qu'il y avait religieux autre que la région de Montréal.

JLMBT On ne touchait pas à Trois-Rivières ni à Drummondville. C'était vraiment Québec jusqu'à Percé et puis le Saguenay.

Le rôle des notaires

JL Sais-tu comment on a eu une petite idée de ça? Dans *Hamel, Fugères*, Hamel le fondateur était notaire.

JLMBT Oui. Je savais ça.

JL Et dans *Biographies canadiennes-françaises* on indique qu'au départ c'était Hamel, Mackay, une étude de notaires.

JLMBT Ah oui?

JL Après ça, c'est devenu *Hamel, Mackay, Fugères*, courtiers. Mais quand on lit les premières biographies d'Hamel, lui dit que son bureau de notaire a été le développeur pour tout l'Est-du-Québec des affaires d'une maison de Montréal qui s'appelle *Versailles, Vidricaire* et *Boulais*. Boulais était notaire lui aussi. Quand tu parles des sous-agents, l'impression que ça laisse c'est que la firme *Hamel, Fugères* a vraiment été développée par un réseau de notaires qui à ce moment-là étaient des intermédiaires financiers. Si tu avais besoin d'une hypothèque pour acheter une maison, tu allais voir le notaire. Et il te disait « un tel va te prêter du *cash* » et ça finissait là.

JLMBT Tout à fait

JL Ça c'est Hamel. Et vous, votre réseau était semblable avec plus de force pour aller chercher les emprunts? Et eux d'avantage de force pour la distribution? Ou était-ce à peu près l'équivalent?

JLMBT Ils avaient autant de force vis-à-vis des communautés religieuses que nous en avons. Les relations étaient bâties de façon différente que de notre côté. Les notaires à cette époque-là...

JL Les notaires faisaient des finances, c'était des institutions financières. Le *cash* leur passait entre les mains.

JLMBT Le notaire était un incontournable.

MT Quasiment comme un agent immobilier.

JLMBT Il était même agent immobilier à l'époque.

MT Donc, en fait il cumulait les rôles et empochait de l'argent.

JL Il faisait de l'intermédiation financière comme les institutions financières et ne travaillait pas à un quart de 1 %. Leurs marges étaient larges !

JL Au fur et à mesure où l'informatique est entrée en jeu, c'est devenu très différent.

Autrement dit, on a raison de fouiller du côté du religieux parce que Québec est un vrai grand centre [de financement]. Une des dispositions du système, c'est le système des sous-agents : les gérants de banques, les notaires et les gérants de municipalités.

JLMBT C'est ça et les secrétaires-trésoriers de municipalités.

JL On pensait que Québec occupait une plus petite place, mais plus on gratte, plus on a l'impression qu'il se passait bien de la *business*, entre autres, du côté du religieux.

JLMBT Là aussi je vais faire une distinction entre Montréal et Québec. Si on remonte à 1960, on constate que Montréal est une ville importante, très importante. Québec est une bourgade. Dans ces années-là, les gars de Montréal nous regardaient avec des lunettes d'approche. On était du petit monde. Pourtant on a réussi à bâtir quelque chose pour que certains [courtiers] gagnent leur vie [décevement]. À part *René T. Leclerc*, les firmes qui ouvraient une succursale

à Québec c'était surtout dans le *stock*. Dans le *bond*, à part de faire des «Canada» et des «Province», ils ne faisaient pas grand-chose.

JL Ils servaient les institutions de Québec en fait. Les gars avaient quelques clients: Fiducie Prêt et Revenu, les compagnies d'assurances locales.

JLMBT Oui. Comme L'Industrielle qui est devenue un compte contrôlé.

JL Plus ou moins fermé.

L'acquisition de L'Industrielle par Lévesque, Beaubien

JLMBT T'ai-je raconté l'histoire de l'achat par monsieur Lévesque?

JL Michel ne l'a pas entendue.

JLMBT *Lévesque, Beaubien* avait un bureau à Québec. Monsieur Lévesque avait évidemment des entrées auprès des gens de L'Industrielle. Il a réussi à négocier une transaction pour faire l'acquisition de L'Industrielle. Il s'est présenté à Québec à la Banque Provinciale, au 54 Saint-Pierre au coin de la Côte-de-la-montagne. Ce jour-là, il était rentré dans la succursale vers 4 heures de l'après-midi et avait convaincu le gérant de lui certifier un chèque de 500 000 \$. Il lui donnait sa parole que si le chèque n'était pas encaissé, il viendrait le lui ramener avant 9 heures le lendemain matin. Et que si le chèque était pour être encaissé, il lui ramènerait des garanties collatérales suffisantes pour couvrir comme garantie.

JL Pour couvrir le 500 000 \$?

JLMBT Pour couvrir le 500 000 \$. Durant la nuit, il a fait la transaction. Le lendemain matin, à 8 heures, il est allé à L'Industrielle chercher des valeurs qui appartenaient à L'Industrielle et les a données en garantie pour le chèque de 500 000 \$. Il a donc acheté L'Industrielle avec l'argent de L'Industrielle. 'est quasiment du roman quand on y pense, mais c'est du roman très réel. Le gérant jouait sa vie, sa carrière.

MT Et le gérant lui, [comment s'en est-il sorti]?

JLMBT Je pense que Monsieur Lévesque s'en est souvenu.

JL Ils ont dû aller à la pêche ensemble assez souvent probablement.

MT Monsieur Lévesque a convaincu le gérant de lui faire un chèque certifié de 500 000 \$.

JLMBT C'était de l'argent à l'époque.

MT C'est vrai que le gérant jouait sa carrière.

JL Si tu veux mon avis, il jouait sa carrière des deux bords. Je ne sais pas si Lévesque était sur le *board* de la Banque Provinciale, mais il devait avoir des *chums* sur le *board*.

JLMBT Je n'en ai aucune idée, mais c'est très possible ce que tu dis.

JL Le gérant s'il disait « non », risquait sa tête et s'il disait oui risquait sa tête aussi.

JLMBT Il n'avait pas grand choix, mais ça a bien tourné en fin de compte.

JL Est-ce qu'on oublie de mentionner certaines choses?

MT À Montréal, d'après ce que vous avez pu connaître du milieu, est-ce que cette division entre ceux qui s'occupent du municipal et ceux qui s'occupent du religieux se faisait de la même façon?

Les contrats d'impression dans le municipal répartis entre les imprimeurs

JLMBT Du côté du municipal, il faut voir qui sont les imprimeurs. Il y a deux imprimeurs [importants]. Boulanger à Montréal et Deschamps à Québec. À l'époque, tu ne touchais pas à la région qui s'étendait de Québec vers Drummondville, elle appartenait à Deschamps. Celle qui s'étendait de Drummondville vers Montréal appartenait à Boulanger. Quand tu considères cela, tu viens de saisir comment cela se passait.

JL On a manqué notre coup [pour en parler avec] Monsieur Deschamps. Il a pris sa retraite et ses fils ont vidé les archives six mois avant qu'on ne l'approche. Au début, les fils ne voulaient rien savoir, mais grâce à sa fille, on a pu accéder à de l'information. Marc Vallières a trouvé dans les rapports de la Commission municipale les volumes de titres que Deschamps a faits.

Sa fille nous a amené une reproduction de ce qu'est un imprimeur fiduciaire [à l'époque]. Jules Deschamps indique dans le document que c'est le gouvernement Lesage qui leur a permis d'entrer dans les obligations de Québec parce qu'avant ça, tout s'imprimait à Ottawa

chez American Bank Note et Canadian Bank Note. C'est effectivement une bonne piste par l'imprimeur.

JLMBT Absolument, c'est une bonne piste.

MT Mais le problème, c'est qu'on n'a pas d'archives.

JL Sauf s'il y en a au niveau des affaires municipales. Dans le cas de la Ville de Québec, j'ai pu remonter dans les archives à partir de 1850.

JLMBT Excuse-moi une parenthèse, [Michel] a-t-il une parenté avec notre ami Trudeau avec qui tu as travaillé à Montréal?

JL Non, mais tu sais que Raymond Trudeau a écrit une histoire des courtiers dans un article qui a été publié dans un numéro de la revue *l'Action nationale*.

MT Nous avons d'ailleurs l'autorisation de *l'Action nationale* de l'inclure sur notre site Web. Cela va faire partie de l'ensemble des documents qu'on a ramassés.

JL Si tu me dis que ça t'intéresse, je vais te l'envoyer. Si on revient à la Ville de Québec, est-ce que les maisons de Québec avaient un avantage?

JLMBT Oui.

La pratique des achats de titres à Québec par *Gairdner et Gingras, Reid, Gaudreau*

JL Et qu'est-ce que *Gairdner* faisait là-dedans?

JLMBT Il y a un gars de la firme *Gingras, Reid, Gaudreau* qui est parti chez *Gairdner*: c'est Gingras qui était le numéro un. Gingras s'en est allé chez *Gairdner* avec Pelletier.

JL Quand Tassé a acheté en 71?

JLMBT Oui.

JL Comment Gingras était-il *plogué* à la Ville?

JLMBT Comme tous les autres courtiers de Québec. Quand tu dis, est-ce qu'ils avaient une préférence, les courtiers de Québec? Oui. *Gingras, Reid, Gaudreau*, c'est une firme de Québec.

- JL Mais est-ce que vous aviez une préférence seulement pour les achats, par exemple la Caisse de retraite de la ville, ou des préférences aussi au moment de l'achat des titres quand la Ville émettait?
- JLMBT Non, non, c'était des soumissions publiques. Quand la Ville empruntait, elle demandait des soumissions publiques. Tout le monde soumissionnait. On montait des syndicats. Mais pour la Caisse de retraite, oui.
- JL Et les fonds d'amortissement de la province?
- JLMBT Les fonds d'amortissement de la Province aussi. On avait une participation. C'était un peu plus raide ça. Les firmes de Québec n'avaient pas tellement de *bond trading*. Il fallait courir après les fonds d'amortissement, il fallait avoir une clientèle pour le faire.
- JL Il fallait surtout que tu aies une bonne *plug* avec le gars qui gérait le fonds d'investissement. On a découvert qu'à une époque le gars qui avait été engagé pour gérer le fonds était un ancien employé d'*Ames*. Ça aide.
- JLMBT On n'appelait pas ça les enveloppes brunes à l'époque, mais ça fonctionnait [comme tel].
- JL C'était les clubs de pêche, les clubs de golf, la chasse à l'oie. À un moment donné, la *business*, chez certains gars de fiducie se déroulait de la sorte : si l'achat était bon ça allait dans leurs comptes personnels, s'il n'était pas bon, il allait dans le compte de la fiducie.
- JLMBT C'est exactement ça.
- JL Les gars faisaient des investissements sans risque et payants. C'était effrayant [comme pratique] et ça ne se disait [dénonçait] pas. Je l'ai vu aussi. Sais-tu pourquoi je le sais si bien? Parce que quand je suis entré chez Hydro, j'avais 28 ans, j'allais en avoir 29 ans et il y a plein de gars qui m'ont offert d'ouvrir des comptes à la compagnie de fiducie.
- JLMBT Toi tu étais mieux placé que moi pour voir ça.
- JL À un moment donné tu tiens l'autre rôle, tu vas manger avec un courtier et tu lui demandes « Tel *ride* dans tel *stock*, est-ce qu'il y a des gars d'Hydro qui en ont pris? »
- JLMBT Moi j'ai découvert ça par l'intermédiaire d'un bonhomme, qui a travaillé chez Prêt et Revenu. Il venait de la province, comme sous-ministre adjoint et était considéré comme un pur, mais

un pur dur. Je sollicitais cette firme-là comme tout le monde le faisait. On avait développé une relation d'affaires avec Prêt et Revenu, que je considérais fonctionner comme du donnant donnant. À l'époque, pour les REER, il fallait que tu aies un fiduciaire. Tu ne pouvais pas avoir ça dans les firmes de courtage. Il fallait donc que tu les mettes dans des firmes comme Fiducie Prêt et Revenu.

Chez *Grenier, Ruel*, on envoyait des clients de notre *business* chez Prêt et Revenu. Ainsi, on aurait à la fois la possibilité de transiger dans les comptes de nos clients et si on leur amenait de la *business*, on aurait de la business corporative. Ça marchait. On a vraiment monté toute une *business*. Un beau jour je dis à mes amis : « On devrait peut-être avoir une deuxième source. On crée une *business* avec un autre fiduciaire. » On commence à ouvrir alors un compte chez un autre fiduciaire. Prêt et Revenu constate à un moment donné que l'argent ne rentrait plus comme avant. Seuls les dépôts annuels rentraient dans les comptes, mais aucun nouveau compte ne s'ouvrait. Je reçois alors un coup de téléphone de Prêt et Revenu qui n'était habituellement jamais disponible pour que l'on se rencontre. On a dîné, les échanges étaient bons et à la toute fin du repas il me dit : « je vais te donner un pourcentage de 15 % sur les honoraires que vous générez si tu nous amènes encore de la *business*. ». Je me suis dit « si lui fait ça avec moi, ça ne marche pas seulement dans ce sens-là, certain ! » Ça m'avait vraiment insulté.

JL On a fait le tour de la *business*. La Ville de Québec ce n'était pas pour les émissions, c'était surtout pour les fonds de pension et l'accès au placement. Les autres compagnies comme la SSQ, Mutuelle des fonctionnaires, etc. ?

JLMBT C'était plus des relations d'affaires qui se bâtissaient avec les gens en poste. Avec L'Industrielle notamment. Même si le gros était chez l'un, à l'occasion tu faisais des affaires avec eux. À La Laurentienne, pareil, etc.

JL Tu n'avais pas le choix. Si tu veux avoir de bonnes relations d'affaires avec la communauté, il faut que tu t'étendes. C'est ça qu'on faisait chez Hydro. Je ne sais plus combien de gars il y avait sur la liste. On avait un quota quand il y avait une nouvelle émission, on l'achetait. C'était le premier rendu le premier servi.

JLMBT Tout le monde se battait pour avoir une proportion un peu plus élevée dans les syndicats bancaires, pour faire partie du syndicat bancaire, d'Hydro et de la province.

Le déclin de *Hamel, Fugères* et de *Lagueux, Desrochers*

JL Le déclin de *Hamel, Fugères* et de *Lagueux, Desrochers* est-il survenu au début des années '60 quand les institutions ont été achetées par le gouvernement?

JLMBT Je te dirais que le déclin est aussi proportionnel au fait qu'il n'y avait pas de relève et qu'il n'y avait pas de base à Montréal.

MT Il n'y avait pas de relève dans quel sens?

JLMBT Il n'y avait pas de relève humaine. *Grenier, Ruel* a survécu parce que des jeunes dans la trentaine (dont je faisais partie) ont acheté *Grenier, Ruel* : René Jarry et Massé qui en était le leader à l'époque. On a monté une belle *business* au sein de *Grenier, Ruel*. Un jour on s'est fusionné avec *Geoffrion*. *Geoffrion* a ensuite été acquis par la Banque Nationale et nous a fusionnés avec *Lévesque, Beaubien*. C'est devenu *La Financière*.

JL C'était des *business* d'individus autrement dit, et quand les gars vieillissaient, s'ils n'avaient pas de fils pour prendre la relève, la firme piquait du nez .

JLMBT *Grenier, Ruel* c'est justement pour cela que ça a fermé. Le fils d'Émile Grenier était médecin. Il avait également une fille, Louise. Paul Ruel n'avait pas d'enfant. Jean-Paul Massé avait fait le tour à Québec à un moment donné pour faire l'acquisition d'une firme. Il était chez Jacques Légaré à l'époque. Il a parlé avec Émile Grenier et c'est comme cela que la transaction s'est faite. Ensuite nous sommes arrivés : Coulombe et moi ici, à Québec. À Montréal, il a amené avec lui de chez Légaré, Robert Letellier et René Jarry et puis ensuite, on a ouvert la base de Montréal.

Le cas des firmes *L.G. Beaubien* et *Leclerc*

JL C'est la même chose ailleurs dont chez *L.G. Beaubien*. *L.G.* n'a pas eu d'enfants. Ce sont ses neveux qui ont repris l'affaire : Andrew Beaubien et Ryan qui était le mari d'une de ses nièces. Sais-tu qui a signé le contrat de vente en '62? Andrew Beaubien. La firme a fait 1902-1962. Et quand cela a été vendu, il y avait Andrew Beaubien et Ryan, deux associés liés par des liens familiaux ainsi que Madame Justine Beaubien-Lacoste; elle détenait avait encore du *stock* et il semble qu'elle a été obligée de signer pour sortir la fiducie. Autrement dit, la firme a duré le temps de la présence de la famille des fondateurs. Il y a eu le même problème chez *Leclerc*,

Leclerc a été capable d'être remplacé par Cousineau; mais quand Cousineau a dû se retirer en raison de son âge, ses fils n'ont pas été capables de reprendre l'affaire, qui a alors sombré.

Les liens de la firme Carrière avec les communautés religieuses

En parlant de ça, la firme *Marc Carrière* à Montréal, était-elle bien branchée avec les communautés religieuses?

JLMBT Oui. Oui.

JL Trop bien à certains moments?

JLMBT Je ne suis pas capable d'être très explicite sur le sujet parce que *Carrière* faisait aussi du corporatif à l'époque - Dupuis et autres-, mais je sais qu'il était bien branché au niveau religieux.

JL On a des articles de journaux qui nous disent qu'il devait de l'argent à une communauté de frères. À un moment donné il a été accusé de fraude.

JLMBT Un gars qui aurait pu te répondre s'il était vivant, c'est Gaby Gendron.

JL Pour *Carrière*, tu ne sais pas plus quelle qualité de relation il avait avec les communautés religieuses ?

JLMBT Non, je ne sais pas. Je sais qu'il était en lien avec les clercs de Saint-Viateur et d'autres communautés comme celle-là.

JL La rumeur veut que Roland Giroux avaient des comptes de sœurs. Si les sœurs avaient décidé d'acheter, vendre ou émettre, le premier à le faire c'était Roly Giroux. [Les autres n'étaient pas capables de rentrer dans la partie].